

Professeurs un jour, mais pas pour toujours

Même si elles restent rares, les démissions d'enseignants titulaires ont doublé entre 2009-2010 et 2015-2016

Sa lettre de démission, Sébastien Chauchot l'a posée entre Noël et le Jour de l'an. Une décision qui n'a rien d'un coup de sang, raconte cet ex-« instit » de 41 ans : il n'enseignait déjà plus qu'à mi-temps pour s'adonner à sa passion, la photo. Il aimerait en vivre et s'y consacrer totalement. La nouvelle est tombée vendredi 6 janvier : le professeur des écoles est radié... et heureux. Il craignait que l'administration ne rechigne à le laisser partir, faute de remplaçant.

Comme lui, ils sont de plus en plus nombreux à ne plus se sentir engagés « à vie » dans le métier d'enseignant. Il y a dix ans, Sébastien Chauchot savait déjà qu'il ne s'y consacrerait pas « jusqu'au bout », alors même qu'il s'y était engagé avec conviction « pour la relation aux enfants, la polyvalence... » Une décennie de direction d'école et d'« injonctions en tous sens » l'a convaincu qu'il ne réussirait pas à faire « bouger les choses ». Qu'il lui faudrait trouver ailleurs une reconnaissance dont la profession semble manquer.

« Progression inquiétante »

Ces démissions, rapportées au total des enseignants, sont rares : elles ont concerné 1280 titulaires en 2015-2016, premier et second degrés confondus, sur un total de 725 000 professeurs, avance le ministère de l'éducation. Mais c'est deux fois plus qu'en 2009-2010 où il en comptabilisait 638. Certains jettent l'éponge très tôt : 805 stagiaires ont, l'an dernier, renoncé avant même leur titularisation, quand 28 620 étaient recrutés. Ils étaient 185 en 2012-2013 – avant « l'appel d'air des 60 000 postes », fait-on valoir rue de Grenelle.

C'est cette hausse qui interroge. Dans un rapport sur le projet de loi de finances pour 2017 rendu au Sénat le 24 novembre, le sénateur Jean-Claude Carle (LR), rapporteur du budget sur l'éducation nationale, a braqué les projecteurs sur une « progression inquiétante », en particulier chez les plus jeunes : les démissions de stagiaires ont, selon ses calculs, triplé au primaire et doublé dans le secondaire entre 2012-2013 et 2015-2016. « Un gros millier qui renonce, ce n'est pas le

save-qui-peut », analyse Rémi Boyer, qui accompagne depuis dix ans « les collègues en reconversion ». Mais c'est sans compter tous ceux qui rêveraient de partir

et se voient opposer un refus à leur démission, affirme-t-il. En « comptant large » (démissions, congés, mises en disponibilité, postes adaptés...), le fondateur de l'association Aide aux profs arrive à 50 000 personnes (sur plus de 1 million d'enseignants des 1^{er} et 2^e degrés). Des femmes et des hommes souvent en souffrance, dit-il, mais qui ont su trouver une « échappatoire ».

Le ministère de l'éducation, les syndicats d'enseignants ne confirment pas ce chiffre. Le premier souligne le « temps long » nécessaire pour que les réformes des cinq dernières années, à commencer par celle de la formation, se lisent sur le terrain. Dans les cercles syndicaux, on évoque un métier de plus en plus difficile, les lacunes de la préparation et de l'accompagnement, l'isolement... Ce que racontent les principaux concernés, ce n'est jamais le dégoût du métier, mais la peur de se transformer en professeur aigri. Cet enseignant bougon qui « tient » en attendant la retraite, mais qui ne leurre personne – en tout cas pas ses élèves.

« La mobilité, ce n'est pas la culture maison, et pourtant l'école a besoin d'ouvrir ses portes, soutient Thibault Dubreuil, 49 ans, en passe de se reconverter comme brocanteur à Nantes. Ne pas retenir ceux qui veulent partir, faire venir du sang neuf : ce mouvement dans les deux sens nous ferait le plus grand bien ! » Pas de difficultés particulières chez cet enseignant d'histoire-géographie ; pas de « raison impérieuse » de partir, comme il dit. Non, simplement le constat qu'« il était temps » : « Je n'ai pas quitté l'école depuis mes 3 ans. Je savais, à 11 ans, que je serai prof... mais pas pour toujours ! »

Il lui a fallu cinq ans pour monter son projet professionnel. Le temps, aussi, de se persuader qu'il serait capable de faire autre chose. Ce déficit de confiance, tous ou presque disent devoir le surmonter. « L'institution nous demande

« L'institution nous demande d'appliquer les consignes, d'obéir aux injonctions. C'est infantilisant »

NATHALIE, 53 ANS

ex-professeure

d'appliquer les consignes, d'obéir aux injonctions... C'est infantilisant, et on finit par développer un sentiment d'incompétence », souffle Nathalie (elle a requis l'anonymat), 53 ans, qui a démissionné en octobre de son poste de professeur de maths dans l'Essonne, après vingt-cinq ans à transmettre son goût des sciences. « Enseigner m'a passionnée », raconte-t-elle. Elle n'entend d'ailleurs pas y renoncer tout à fait : cette titulaire d'un doctorat en biochimie propose des cours de soutien. « Je ne tourne pas le dos à ce que j'ai acquis, mais j'exerce librement. »

Pour Marion Favry, professeur documentaliste à Paris, la démission est « en cours » après 22 rentrées scolaires. « Du collège à l'enseignement supérieur, j'ai exploré

toutes les pistes pour trouver ma place », dit-elle. Et même exploré d'autres disciplines, comme les lettres, matière pour laquelle elle a préparé le capes. « Oui, l'institution garde en son sein des enseignants qui voudraient partir. J'en suis la preuve. On m'a refusé par deux fois un départ avec indemnité. » La page est presque tournée : Marion Favry développe son activité de coaching croisée avec des ateliers d'écriture. Et y accueille des enseignants traversés par « ces mêmes questionnements ».

Désir d'« aller voir ailleurs »

Parmi les personnels de l'éducation, ils seraient un bon tiers, selon le Baromètre 2016 des métiers de l'UNSA, à répondre par l'affirmative à la question « Souhaitez-vous changer de métier dans les prochaines années ? » Une réponse qui n'engage à rien, diront les plus sceptiques. « Je ne connais pas un enseignant qui ne se soit pas dit un jour "je me suis trompé", observe Francette Popineau, du syndicat SNUipp-FSU, et c'est sans doute vrai dans tous les métiers. »

Reste, parmi les enseignants, un désir souvent exprimé d'« aller voir ailleurs », sans sauter le pas. Et c'est plus vrai en France qu'ailleurs, explique la sociologue Nathalie Mons : « Le statut de fonctionnaire

« Je n'ai pas quitté l'école depuis mes 3 ans. Je savais, à 11 ans,

que je serai prof... mais pas pour toujours ! »

THIBAUT DUBREUIL, 49 ANS
enseignant

pour les enseignants est devenu rare dans les pays de l'OCDE, et il explique en partie la rareté des démissions. » Aux Etats-Unis, au Québec, c'est entre un cinquième et un quart des professeurs qui abandonnent au cours des cinq premières années d'exercice.

Démissionner avant même d'intégrer, officiellement, « la maison », c'est ce qu'a vécu Maylis, 33 ans, il y a trois ans. « Pour moi, c'était plutôt une masure », raconte-t-elle. Dans l'école du Lot où elle est parachutée pour son stage, après avoir passé le concours en candidat libre, elle a le temps de s'attacher à sa classe de CM1-CM2 ; mais jamais – ou rarement – le sentiment d'être à la hauteur. « On vous dit qu'il ne faut pas mettre les enfants en échec, de s'adapter à leur hétérogénéité... Je voyais bien ce qu'il fallait faire, mais je n'y arrivais pas. » Maylis en perd le sommeil. En avril, elle jette l'éponge. « Un soulagement », même s'il lui faudra un an pour se remettre en selle. Cap sur le métier d'assistante sociale.

Ces parcours-là inquiètent les syndicats d'enseignants. Pour ce qu'ils disent de la lourdeur de l'année de stage, pointent le SNES-FSU et le Snaic. Pour ce qu'ils racontent de l'écart entre l'image idéalisée du métier et sa réalité, disent SNUipp et SE-UNSA. « Des collègues n'anticipent pas le temps de travail, le sentiment d'envahissement, l'impact sur la vie privée, explique Francette Popineau. Que certains dépassent l'état de désenchantement pour démissionner peut ne pas être vu seulement comme négatif. Ce peut même être un « acte responsable », dit Christian Chevalier, du SE-UNSA.

En tout cas pas exclusivement un choix synonyme d'échec, avance l'historien Claude Lelièvre. « De même qu'on peut trouver normal d'embrasser le métier sur le tard, on peut trouver normal de le quitter ». Dans une société où les engagements – politiques, syndicaux et même privés – se font plus au coup par coup, l'idée de se projeter professionnellement le temps d'une vie aurait presque, pour lui, un petit air démodé. ■

MATTEA BATTAGLIA

35,5%

C'est la part de personnels de l'éducation, dans le public, à répondre « *oui* » à la question « *Souhaitez-vous changer de métier dans les prochaines années ?* », posée dans le cadre du Baromètre 2016 des métiers de l'UNSA éducation divulgué en juin 2016. Ceux qui exercent dans le privé sont 17 % à répondre par l'affirmative.